

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

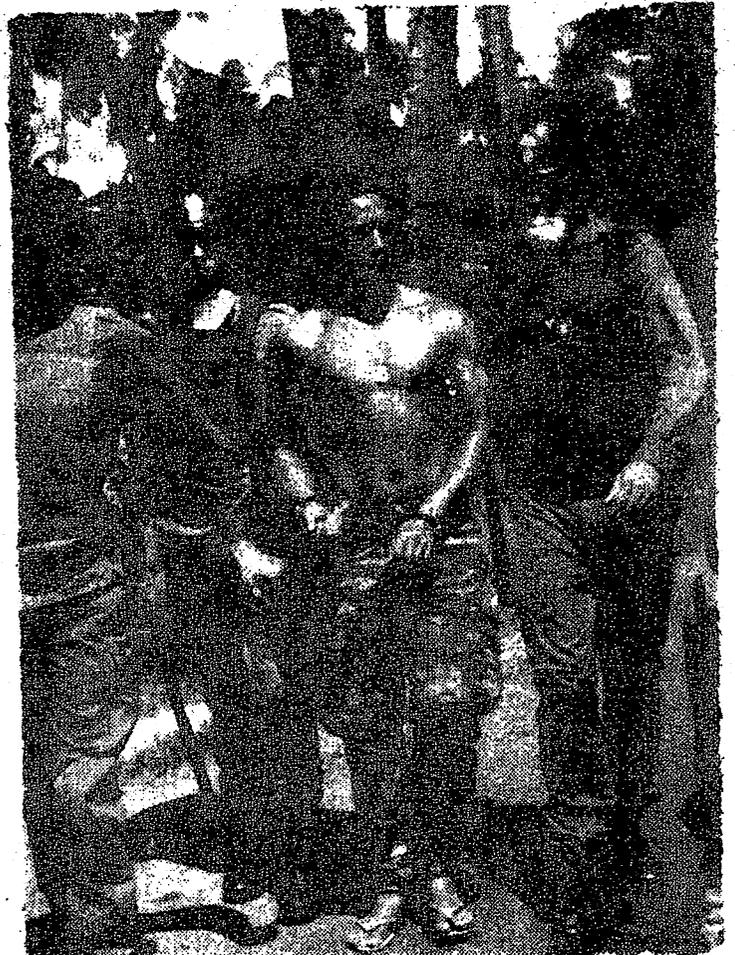
N° 137 - 23 janvier 1985

PRIX : 2 Frs

NOUVELLE CALEDONIE

LE
COLONIA-
LISME FRAN-
CAIS AS-
SASSINE

(SOMMAIRE
AU
VERSO)



SOMMAIRE

éditorial

LE COLONIALISME FRANÇAIS ASSASSINE

Page 2

- Editorial

Page 3

- NOUVELLE-CALEDONIE: le FLNKS pour la continuité mais sous couleurs locales

Page 4

- SENEGAL: "tchahane-rie" annuelle de Abdou Diouf
- MALI: un bla-bla de plus pour 1985

Page 5

- COTE D'IVOIRE: la famille Houphouët se réveille

Page 6

- TCHAD: à propos d'un texte signé au nom des "Codoss"

Page 7

- ISRAEL: un secours non désintéressé aux Falashas
- IMMIGRATION: l'AF-TAM traduit les locataires du foyer de la rue Bellière en justice

Page 8

- RALLYE PARIS-DAKAR quel étalage écoeurant

*** *** *** ***

A B O N N E M E N T S

- France : 1 an
- pli ouvert : 24 F
- pli fermé : 48 F

Etranger : écrire au journal

A D R E S S E

VOIR PAGE 9

Après l'assassinat d'Eloi Machoro et d'un de ses compagnons, par les brigades du G.I.G.N., Mitterrand est parti faire un tour rapide en Nouvelle-Calédonie pour soi-disant "renouer le dialogue entre les communautés".

La mort de Machoro est un véritable assassinat même si dans le milieu de Pisani on dit que l'objectif des gendarmes, qui tenaient leurs victimes au bout de leurs fusils à lunette, était tout simplement de le "neutraliser" et non de le tuer ! Cela rappelle beaucoup les assassinats pratiqués par le colonialisme français dans ses colonies comme en Algérie. Rappelons qu'en 1956, c'est la Gauche sous la houlette de Guy Mollet, qui après avoir promis la paix, a fait voter le crédit de guerre et l'envoi des troupes coloniales en Algérie. Et dans ce gouvernement qui fit massacrer tant de personnes en Algérie, il y avait un certain François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur !

Eh bien ces gens-là qui, quand ils étaient encore dans l'opposition, promettaient de mettre fin à la situation coloniale, une fois au pouvoir sont devenus sous la pression de la droite coloniale, les premiers défenseurs de l'empire colonial. Il n'y a pas encore longtemps, Mitterrand nous chantait ses vertus anti-coloniales. Il disait pendant les campagnes présidentielles qu'il s'opposait à toutes les oppressions notamment celle qui provient de la domination d'un pays sur un autre. S'il avait un brin de sincérité ou de courage de ses opinions politiques, il n'aurait pas attendu une seconde de plus pour accorder, dès son arrivée au pouvoir, l'indépendance à toutes les colonies actuelles que sont ces DOM - TOM.

Mais il ne l'a pas fait. Cela ne mettrait pourtant nullement en péril les intérêts de l'impérialisme français. Même sur ce fameux plan Pisani qui consistait à accorder un drapeau et un hymne à la Nouvelle-Calédonie tout en maintenant les richesses économiques de ce pays dans les mêmes mains, Mitterrand est en train de reculer. Il a montré sa couardise politique en cédant aux quelques milliers de petits blancs calédoniens accrochés à leurs privilèges coloniaux qui ne sont d'ailleurs même pas mis en cause par le plan Pisani.

Quant à ceux qui manifestent pour l'indépendance de leur pays pas question de leur céder d'un pouce. Au contraire Mitterrand a décidé d'accentuer le dispositif de la répression. Ce sont au total 6 000 soldats et gendarmes qui sont stationnés aujourd'hui dans cette île lointaine pour la maintenir de force dans la dépendance coloniale. Soit 1 membre de force de l'ordre, armé et équipé, pour 24 calédoniens. Décidément la Gauche au pouvoir n'a que faire des aspirations des peuples opprimés, comme elle n'a que faire des intérêts des travailleurs.

Alors avec cette Gauche veule à la sauce Mitterrand, malgré ses paroles sur la "générosité et l'humanisme" les opprimés de la Nouvelle-Calédonie n'ont rien à attendre de bon. Les dirigeants Kanaks pourront peut-être obtenir d'elle quelques miettes de pouvoir, c'est ce qu'ils cherchent en réalité, mais même ces quelques "faveurs", ils ne les obtiendront qu'en les monnayant avec la mobilisation du peuple Kanak et aussi avec son lot de victimes de la répression.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Le FLNKS pour la continuité mais sous couleurs locales

Après plus d'un siècle d'exploitation et d'oppression coloniale en Nouvelle-Calédonie, la population kanake revendique son indépendance. Cette revendication est tout à fait légitime : pouvoir disposer de lui-même est un droit élémentaire pour tout peuple.

Cependant, par sa politique, le Front de Libération Nationale Kanake Socialiste (FLNKS) limite volontairement l'aspiration de la population kanake aux objectifs suivants : remplacer les administrateurs coloniaux par des dirigeants Kanaks, hisser à la place du drapeau français un drapeau kanak et écouter, au lieu de "la Marseillaise", un hymne national kanak. Mais si l'indépendance peut permettre aux Kanaks de recouvrer leur dignité, elle ne signifie nullement la fin de l'exploitation capitaliste et de la domination impérialiste.

Pourtant, pour la population kanake, il existe une façon conséquente de lutter contre le colonialisme, celle qui vise à détruire les fondements même de cette domination, c'est-à-dire le système d'exploitation capitaliste. Pour cela, il faudrait mener une politique défendant les intérêts de tous les exploités et les petites gens de la Nouvelle-Calédonie. Une politique ne mettant en cause que les riches et les sociétés capitalistes, aurait l'avantage de rallier peut-être les ouvriers blancs, les petits commerçants et petits fermiers blancs à la population pauvre kanake, créant ainsi un rapport des forces en faveur de celle-ci. Une telle politique serait aussi un bon exemple pour les autres îles encore sous domination colonialiste.

Mais une politique qui vise à mettre fin à l'exploitation ne peut être menée que par une organisation prolétarienne. Or une telle organisation n'existe pas actuellement en Nouvelle-Calédonie. Quant au FLNKS (une organisation nationaliste), il se prépare, dans le cas d'une indépendance, à maintenir la population (qui aujourd'hui le suit) dans l'oppression et l'exploitation. Tout comme cela se passe en Afrique, les gendarmes et policiers kanaks ne seront pas moins féroces que ceux qui ont tué récemment Eloi Machoro.

Le choix politique fait par les dirigeants kanaks est normal. Les plus connus d'entre eux tels que Eloi Machoro et Jean-Marie Tjibaou ont servi l'ordre colonial en tant que conseillers territoriaux élus, pendant des années, avant que le FLNKS ne constitue son "gouvernement provisoire". Ces dirigeants défendent les intérêts de la bourgeoisie comme les Pisani et Mitterrand. Et ils font tout pour apparaître aux yeux de ceux-ci comme des représentants "raisonnables" et "modérés", autrement dit des gens qui, comme le font les dirigeants africains, ne remettraient pas en cause l'ordre impérialiste et dirigeraient leur pays dans l'intérêt de la France.

=

SENEGAL

"Tchahanerie" annuelle de Abdou Diouf!

Abdou Diouf, à l'occasion de son message du nouvel an, comme il le fait d'ailleurs chaque année, a lancé un appel à la population sénégalaise pour l'inviter à persévérer. Voici quelques extraits de son discours : "la crise économique, chacun de nous la vit au quotidien. Chaque Sénégalais sait qu'elle n'épargne aucun pays au monde et qu'il n'y a pas de remède miracle pour en sortir, il n'y a que le travail". Relevons un autre passage : "nos consommateurs urbains ou ruraux - c'est un appel que je lance - doivent se tourner vers les denrées, les biens et les services que nos producteurs tirent de notre sol, de toutes nos ressources tant naturelles ou humaines".

Le petit commis de l'impérialisme français Abdou Diouf a bien appris sa leçon de démagogie auprès de son ancien tuteur Senghor. Car quand il dit que tous les Sénégalais vivent la crise au quotidien, il sait bien que les chômeurs et les paysans pauvres ne la vivent pas de la même manière que les riches sénégalais. Par exemple la famille N'Diouga Kébé ou les grands marabouts dont certains possèdent de grandes terres riches cultivées gratuitement par les "talibés", sans oublier les hauts fonctionnaires qui doivent avoir des actions dans différentes entreprises. Tout ce beau monde et leurs maîtres, les patrons des multinationales comme Lesieur, profitent beaucoup plus de la crise qu'ils ne la subissent.

Enfin, quand Diouf palabre sur le pourquoi il faut consommer sénégalais, cela fait vraiment rire parce qu'il sait bien que le Sénégal ne produit rien qui puisse suffire à sa population, d'autant plus que le gouvernement a toujours encouragé la monoculture pour satisfaire les besoins des capitalistes au détriment des cultures vivrières. Par exemple l'huile et les haricots verts sont vendus à gogo sur les marchés français alors qu'il en manque au Sénégal.

Tous les ans on nous rabâche à la radio, dans les journaux, que les Sénégalais auraient de mauvaises habitudes alimentaires en préférant le pain normal au "pamiblé" (qui est lui, fabriqué à base de blé ajouté au mil) et que cette habitude serait une source de "dépendance alimentaire" et aggraverait la situation de la balance commerciale. Mais leur fameux "consommer sénégalais" n'empêche nullement les dignitaires du régime ainsi que les riches d'importer tout ce qu'ils veulent, des habits qu'ils portent en passant par leurs matériels ménagers et leurs voitures de luxe. D'ailleurs ils n'hésitent même pas à venir à Paris pour faire leurs achats. Bref, Diouf n'a fait que dire, comme d'habitude, des "tchahaneries" (plaisanteries).

MALI

Un bla-bla de plus pour 1985

Comme chaque année, Moussa Traoré n'a pas raté l'occasion du nouvel an pour nous endormir avec un long discours fait de promesses sans lendemain. Il a versé des larmes de crocodile sur la situation que tout le monde connaît : l'insuffisance de la pluviométrie, le déficit céréalier, la famine. Dans la foulée, il a même dénoncé "les trafiquants et les spéculateurs qui veulent tirer bénéfice de la politique du blocage des prix" de son gouvernement.

... / ...

Pourtant tout le monde sait par exemple que les "trafiquants" ou les "spéculateurs", ce sont les galonnés de Bamako eux-mêmes qui les alimentent ou les protègent. Il n'est pas rare de voir sur le marché de Bamako par exemple, un petit commerçant détaillant vendre du lait ou du riz dans de petits sacs sur lesquels il est marqué "Don de la Communauté Internationale - Vente Interdite". Et le pauvre commerçant détaillant est tout surpris quand on lui explique l'origine des produits qu'il vend. Pour la bonne raison qu'il l'a acheté lui-même à un gros commerçant détaillant lié au régime.

Dans son discours, Moussa Traoré n'a pas manqué d'affirmer froidement que son régime a pris des dispositions pour l'approvisionnement de la population en céréales et en produits de première nécessité. Quelle blague ! Surtout quand on sait que certains prix ont parfois doublé ou triplé depuis l'entrée dans la zone franc CFA, et qu'il y a régulièrement pénurie réelle ou organisée par les spéculateurs. Moussa Traoré a aussi présenté comme un gros effort fait par son gouvernement, à cause de la situation, une promesse d'augmenter les salaires de l'ordre de 10 à 35 % en 1985, avec une attention particulière pour les petits salaires.

Evidemment, tout cela, ce ne sont que des promesses. Peut-être que les fonctionnaires et les salariés des sociétés d'Etat pourront bénéficier de ces promesses si elles sont tenues, et encore, les caisses de l'Etat sont souvent vides. Quant aux salariés du secteur privé, tout travailleur sait que les patrons font ce qu'ils veulent sans tenir compte des mesures gouvernementales. Moussa Traoré a donc raconté comme d'habitude les mêmes bla-bla. Autant dire que ce n'est pas sur lui et son parti qu'il faudra compter pour changer quelque chose dans la vie des populations pauvres, encore moins sur ses promesses de galonné corrompu.

COTE D'IVOIRE

La Famille Houphouët se réveille

La famille d'Houphouët Boigny aurait annoncé son désir d'abandonner les intérêts qu'elle possède dans différents secteurs de l'économie ivoirienne. Il s'agit de ses intérêts dans certaines entreprises commerciales et industrielles du secteur privé. Cela est tellement rare que les dictateurs qui nous gouvernent ou leur famille abandonnent volontairement des biens à l'Etat que l'on pourrait croire que le geste de la famille d'Houphouët est une bonne chose. D'ailleurs en son temps, Houphouët avait donné en personne à l'Etat des dizaines de milliers d'hectares de plantations de café et de cacao. Cela ne l'a pas empêché d'être le plus gros exploitant agricole de Côte d'Ivoire.

Mais en Côte d'Ivoire, l'Etat c'est Houphouët et sa famille. Alors ... En plus il se trouve qu'il y a quelques mois, à l'issue d'un procès baptisé "procès du siècle" parce que c'étaient de hauts fonctionnaires qui étaient jugés pour détournement de fonds, l'entourage immédiat d'Houphouët, y compris sa famille, ont été dénoncés par certains accusés. Y a-t-il un lien entre les deux événements ? Nul ne saurait le dire. Il se trouve aussi que cette année verra le renouvellement des instances dirigeantes du pays. Un congrès du PDCI, parti unique, doit avoir lieu, de même que des élections municipales, législatives et présidentielles. Houphouët, prochain candidat probable (il a plus de 80 ans), devra désigner soit un vice-président, soit un premier ministre.

Alors, est-ce pour éviter d'être éclaboussée par un éventuel scandale que la famille Houphouët préfère prendre les devants et se débarrasser de certaines "affaires" ? Ou bien s'agit-il de mettre certains intérêts à l'abri en sacrifiant d'autres ? Après tout, qu'on s'appelle Houphouët ou pas, on n'est pas à l'abri d'une surprise, surtout en ce moment où la perspective des élections prochaines crée une certaine effervescence dans les milieux politiques abidjanais. Peut-être qu'Houphouët, en prenant les devants, veut éviter que demain, on ne vienne mettre le nez dans l'immense fortune que sa famille et lui ont volée depuis un quart de siècle de règne.

TCHAD

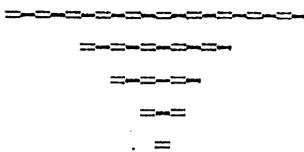
A propos d'un texte signé au nom des "Codos"

Nous venons de prendre connaissance d'un texte qui circule depuis quelque temps dans le milieu tchadien à Paris. Ce texte daté du 12 octobre 1984 est diffusé au nom de tous les "Codos" (guerrilleros du Sud) par un certain "commandant du front du Sud". Nous ne savons pas si les différents groupes armés qui mènent la guerrilla dans le Sud ont formé réellement un seul front uni dont se réclame ce "commandant". Mais le texte en question, après avoir rappelé les massacres organisés par les soldats de Habré, dit que les "Codos" luttent pour assurer la survie de l'homme du Sud et le devenir de la zone méridionale" et lance "un appel solennel et patriotique à tous (leurs) frères sudistes où qu'ils se trouvent" pour s'unir et renforcer la lutte des "Codos".

Face à la violence aveugle qu'emploie systématiquement le gouvernement de Habré contre les populations, il est normal qu'il existe plusieurs formes de résistance. Mais la seule résistance armée existant dans le Sud est celle des "Codos". Le "commandant du front du Sud" veut à tout prix l'unité de tous les "sudistes". Mais une telle unité a déjà existé quand Kamougué était le maître du Sud. Il y avait fait une sorte d'autonomie de la "zone méridionale" dotée d'un gouvernement régional connu sous le nom du "Comité Permanent".

Mais Kamougué et ses hommes corrompus se livraient au rençonnement des populations (du Sud), au détournement de fonds publics et à la répression (notamment interdiction de tous les journaux et arrestations des opposants politiques). Par cette politique, Kamougué a organisé sa propre chute tout en favorisant l'avènement de Habré au pouvoir.

La direction des "Codos" est en train de répéter la même politique qui a abouti à la faillite. D'une part, en appelant les "sudistes" à s'unir uniquement pour "relever le défi", en voulant les réunir au sein des "Forces Armées tchadiennes" (F A T) dont Kamougué est l'un des dirigeants, elle prépare en fait le retour au pouvoir des hommes, comme Kamougué, qui ne valent pas mieux que Habré. D'ailleurs ces deux hommes ont eu à gouverner ensemble. D'autre part, en voulant former un "front" qui ne regrouperait que des "sudistes", la direction des Codos joue le jeu de Habré. Car un tel front apparaîtrait comme une force hostile aux yeux des populations du Nord et pousserait celles-ci à se rapprocher d'avantage du régime de N'djaména.



ISRAEL

Un secours non désintéressé aux falashas

Récemment, le gouvernement israélien a réussi à "rapatrier" environ 10 mille juifs éthiopiens, les Falashas. L'opération baptisée "Opération Moïse" était donc un pont aérien entre le Soudan et Israël. Il consistait à évacuer les Falashas sortis d'Éthiopie et qui se trouvaient dans les camps de réfugiés du Soudan vers Israël. Comme les Falashas habitent dans la région d'Éthiopie touchée par la sécheresse et la famine, on ne peut pas reprocher à Israël d'avoir sauvé de la famine 10 000 falashas.

Cela dit, si le gouvernement israélien a monté cette opération, c'est certainement pour montrer au monde qu'il est capable de faire des gestes humanitaires en sauvant des gens de la famine. D'autre part cela montre que Israël est aussi capable des opérations qui coûtent cher pour regrouper dans ce pays les juifs de par le monde. Les raisons inavouées sont certainement autres. Comme par exemple s'en servir pour peupler les zones d'occupation en Cisjordanie.

De toute manière, si d'un côté la communauté falasha a de quoi se réjouir d'être sauvée de la famine, par ailleurs elle risque de le payer cher: ils deviendront les immigrés d'Israël, ceux à qui l'on fera effectuer les travaux les plus durs, les plus mal payés. A cela s'ajoutera le racisme auquel ils auront à faire face.

Ce qui est lamentable dans ce monde capitaliste, c'est le choix qu'on offre aux populations qui sont pauvres et affamées. Dans le pire des cas, c'est la mort lente pour certains dans les camps d'hébergement ou de réfugiés. Mais dans le meilleur des cas, c'est la fuite vers d'autres lieux pas forcément meilleurs.

L'AFTAM traduit les locataires du foyer de la rue Bellière en justice

La Direction de l'AFTAM a traîné en justice, le 16 janvier les résidents du Foyer de la rue Bellière pour non paiement "d'arriérés". Mal lui en a pris car presque tout le Foyer -environ 300 personnes- s'est mobilisé pour se rendre au Palais de Justice de Paris. Trois avocats plaident la cause des résidents; ils ont rejeté les arguments fantaisistes présentés par l'AFTAM. Pour cette dernière, les résidents mènent la belle vie dans leur foyer: chambres modernes, salles de loisir avec différents jeux (caféteria), salles de télévision, d'alphabétisation, une cuisine moderne, salle de restauration, etc... avec de belles photos à l'appui. Elle relève cependant une fuite d'eau, pas inquiétante du tout, dans trois chambres! Pour les dommages causés, l'AFTAM a décidé que les locataires de ces chambres ne versent pas de redevances mensuelles jusqu'à nouvel ordre.

Pour l'AFTAM encore, les résidents ont refusé de payer les "arriérés" et les augmentations de loyers. Ça ne peut pas continuer comme ça; ou les résidents payent ou alors c'est l'expulsion. L'AFTAM se moque vraiment des résidents. Elle sait fort bien que les résidents continuent jusqu'à présent de payer leur lit; ce qu'ils refusent, ce sont les augmentations non justifiées de loyer. Et même les augmentations, les résidents sont peut-être prêts à les payer, à condition que l'AFTAM commence certaines réparations: rénovation de la cuisine où l'on patauge dans de l'eau sale - revoir la plomberie du réfectoire - réparer les fuites d'eau dans les WC - refaire les carrelages de façades - et surtout mettre un terme à

l'infiltration d'eau dans les chambres.

Sur ce dernier point les locataires ont présenté des photos de plusieurs chambres (et non trois) qui contrastent avec celles présentées par l'AFTAM. L'AFTAM, sur ces revendications, a fait la sourde oreille. Aucune réparation n'a été entreprise et l'état du foyer se dégrade de jour en jour. Ce qui est révoltant, c'est qu'elle ose en plus réclamer de l'argent aux locataires.

Quant aux arriérés qui sont en réalité des augmentations de loyer, les avocats ont démontré qu'elles étaient injustifiées et illicites. C'est ainsi qu'en 1982, juste avant le blocage des prix décidé par le gouvernement, l'AFTAM a augmenté les tarifs des loyers. Il est à noter qu'en quatre ans, une augmentation de 60% des prix des lits a été pratiquée par l'AFTAM.

Les avocats des locataires terminent leur plaidoyer en insistant sur l'urgence des réparations; ces derniers ne veulent pas que se répète le drame qu'ils ont vécu en 1987 au foyer de la rue Sedaine; à cause d'une négligence de l'AFTAM, cogérante (pas d'issue de secours), un incendie criminel avait fait 3 morts et 65 blessés.

Devant les preuves et arguments irréfutables présentés par la défense, le juge a ordonné la nomination de deux experts avant de statuer; l'un des experts pour constater l'état des lieux du foyer; l'autre jettera un coup d'oeil sur le dossier assez louche de la gestion de l'AFTAM.

RALLYE PARIS-DAKAR

Quel étalage écoeurant

Le Rallye Paris-Alger-Dakar va se terminer. Mais qu'est-ce qu'on n'aura pas vu dans les médias! Pendant les trois semaines qu'aura duré ce "spectacle", au demeurant une grosse et très juteuse affaire commerciale, nous avons tout vu du désert aux savanes africaines, en passant par les villages souvent vidés par la peuvreté et la misère.

Evidemment le but du jeu n'était pas de nous montrer, même pour le jeu que l'on a pu voir, des images de misère, mais de faire rêver en offrant le spectacle des motos, des autos, des camions lancés dans le désert, pour quelques riches blasés puissent "s'éclater".

On a donc vu cet étalage insultant de matériels tant humains que techniques allant des médecins équipés de matériels les plus sophistiqués aux hélicoptères (un hélicoptère se serait même écrasé parce que son pilote se serait un peu trop amusé); sans parler des camions de ravitaillement en essence et divers produits nécessaires pour que nos riches concurrents n'aient pas trop souffrir du climat africain, idéal peut-être pour "prendre son pied" mais dur tout de même.

Mais seulement dans la plupart des pays où passait ce rallye, au Niger au Mali, en Mauritanie, pour ne citer que ceux-là, c'est la famine due à la

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.